

CH_VB 94.409 vom 15. Juni 1994

Bundesverwaltung, 1994-06-15, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb_94.409

FR: CH_VB 94.409 du 15 juin 1994

IT: CH_VB 94.409 del 15 giugno 1994

Erwägungen

E. 15

Juni 1994 N 1093 Parlamentarische Initiative. Parlamentsmitglieder. Vorsorge men bei 1 Enthaltung zugestimmt hat, auf die beiden Entwürfe einzutreten. Couchepin Pascal (R, VS), rapporteur: Lorsqu'on aborde cet objet, il faut rappeler deux événements. Le premier, c'est l'entrée en vigueur, le 1er janvier 1985, de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP), le 2e pilier. Nous n'avons pas l'intention de réaliser une prévoyance professionnelle qui découle de cette loi, mais tout de même de réaliser l'intention du législateur de l'époque qui n'était contestée par personne dans le peuple suisse. Cette intention était que toute personne ayant une activité d'une certaine importance a droit à une retraite lorsqu'elle atteint l'âge de 65 ans pour les hommes et 62 ans pour les femmes. C'est finalement cette intention que nous réalisons, même si nous ne nous soumettons pas aux dispositions ordinaires de cette loi, parce que notre activité est très particulière et bien différente d'une activité ordinaire payée. Il y a effectivement parmi nous un certain nombre d'indépendants à qui le temps passé ici ne permet pas de constituer la caisse de retraite qu'ils se seraient constituée sans cette activité; il y a ceux qui doivent réduire leur activité professionnelle salariée parce qu'ils sont devenus parlementaires; et je crois que ce ne serait pas démocratique d'organiser notre système de telle sorte que seule une certaine catégorie de citoyens puissent accéder à la fonction de parlementaire, la dégradation de leur situation matérielle en empêchant beaucoup d'accepter une telle proposition. Or, ceux qui pensent que seuls un certain nombre de citoyens, qui en ont les moyens, pourraient et doivent accéder à la fonction de parlementaires rêvent d'une sorte d'oligarchie qui n'est pas le régime que nous souhaitons pour notre pays. Il y a aussi le cas de nombreuses femmes qui n'avaient pas d'activité, qui en trouvent une dans l'activité parlementaire, et qui ont droit à une rémunération et à une retraite en fonction du travail qu'elles ont effectué ici. C'est dire que cette réglementation correspond à l'esprit de la LPP de 1985, mais pas à la lettre de cette loi parce que l'activité de parlementaire n'est pas réductible à une autre activité salariée. Le fait que les indemnités que les parlementaires obtiennent proviennent de la Confédération, dont la situation financière est délicate aujourd'hui, doit être pris en compte, mais ne justifie pas que ceux qui font un sacrifice personnel matériel important en devenant parlementaires soient encore plus mal traités. Je crois que c'est injuste et cela démontrerait un esprit oligarchique qui ne serait pas sain et qui, probablement, ne serait pas compris par la population. Le second élément, c'est évidemment le référendum contre la réforme du Parlement, il y a quelques années, et la décision du peuple de refuser toute la partie onéreuse de cette réforme. Le peuple n'avait accepté que les modifications d'organisation qui ne coûtaient rien. Alors, aujourd'hui, est-on infidèle à la volonté du peuple en proposant l'introduction de ce système de retraite ou de pension? Nous sommes fidèles à la volonté du peuple. Il y a un élément qui va dans ce sens-là, c'est que ceux qui ont animé le référendum contre la réforme du Parlement, dont M.

Stucky, sont d'accord aujourd'hui avec cette proposition. Ils ont même été, dans une initiative parlementaire, jusqu'à proposer des améliorations nettement plus importantes que celles que nous proposons aujourd'hui. On peut donc dire que nous ne violons pas la volonté du peuple en proposant cette réglementation. Ce que le peuple ne voulait pas, à tout prix, c'était la professionnalisation de la fonction de parlementaire. La majorité d'entre nous partage ce point de vue, raison pour laquelle nous n'avons proposé aucune amélioration de l'indemnité journalière, ni des indemnités pour les aides ou pour faciliter le travail du parlementaire et, ainsi, le rendre plus proche d'un Parlement professionnel. Il faut rappeler une chose très simple, c'est que même après cette proposition, le Parlement coûtera encore moins cher que l'Ecole fédérale de sport de Macolin (EFSM), qui est pourtant menée d'une manière très économe - et j'en félicite les responsables. La comparaison n'appelle pas une réduction des subsides à l'EFSM, mais elle appelle simplement un peu de bon sens et une comparaison entre l'utilité publique d'un Parlement et d'une école de sport: tous les deux sont nécessaires, mais le Parlement est absolument indispensable au fonctionnement de la démocratie, et il peut être traité aussi bien qu'une école de sport. Nous n'allons pas faire de comparaison avec la pension d'anciens magistrats, cela a été fait dans la prise de position du Bureau relative à la réponse du 13 juin 1994 du Conseil fédéral. Nous constatons que l'ensemble du Parlement coûte légèrement moins cher que le Conseil fédéral quant à sa retraite. Cela montre bien que nous sommes modestes et que nous n'avons pas voulu abuser d'une situation, mais nous avons voulu donner aux parlementaires les moyens d'assumer leurs tâches avec une certaine dignité - je crois qu'il y va aussi de notre dignité - et aussi une certaine sérénité quant à leur futur sur le plan matériel. Il n'est pas sain qu'un Parlement compte dans ses rangs un assez grand nombre de gens qui seraient inquiets pour leur avenir matériel. Cela crée une atmosphère désagréable, voire même entraîne des risques qu'on commence à avoir, en menant son activité parlementaire, et aussi le souci d'assurer son avenir, alors qu'on doit entièrement se consacrer à voter en fonction d'intérêts objectifs, et non pas en fonction d'intérêts subjectifs. Cette formule de retraite, dans ce sens-là, donne une certaine sécurité aux membres du Parlement qui ont dû faire un sacrifice pour accéder à cette fonction. Nous devons avoir le courage d'affronter peut-être même un certain ricanement dans la population, voire certaines critiques. Nous devons avoir le courage de refuser le populisme facile qui consiste, dans la période actuelle, à jouer sur les sentiments antiparlementaires qui existent un peu partout dans le monde. En le faisant, on rend service non seulement aux parlementaires qui ont quelques soucis, mais on rend service aussi à la dignité du Parlement et par là même au pays. Le système vous est connu, il est expliqué en long et en large dans le rapport que vous a adressé le Bureau. Nous revenons sur les points de détail en discutant les propositions de certains membres du Parlement. La ligne directrice que nous vous invitons à suivre, c'est d'entrer en matière, de repousser les propositions de renvoi et de dévier le moins possible du système qui est proposé, ni à gauche ni à droite. Ce n'est pas un système parfait, ce n'est pas un système qui donne entièrement satisfaction, mais il a au moins le mérite d'exister et de tenir compte de la situation difficile de la Confédération, mais aussi des besoins très différents des parlementaires.

Erste Abstimmung - Premier vote Für den Antrag der Kommission (Eintreten) 98 Stimmen Für den Antrag Jenni Peter/Camponovo (Nichteintreten)

E. 17

Stimmen Zweite Abstimmung - Deuxième vote Für den Eventualantrag Camponovo (Rückweisung)

E. 22

Stimmen Dagegen 99 Stimmen Dritte Abstimmung - Troisième vote Für den Antrag Zisyadis (Rückweisung) 13 Stimmen Dagegen 105 Stimmen Detailberatung - Discussion par articles A. Bundesgesetz vom 18. März 1988 über die Bezüge der Mitglieder der eidgenössischen Räte und über die Beiträge an die Fraktionen (Entschädigungsgesetz) A. Loi fédérale du 18 mars 1988 sur les indemnités dues aux membres des conseils législatifs et sur les contributions allouées aux groupes (Loi sur les indemnités parlementaires) Titel und Ingress, Ziff. 1 Einleitung Antrag des Büros Zustimmung zum Entwurf des Büros

Initiative parlementaire. Députés. Prévoyance 1094 N 15 juin 1994 Titre et préambule, ch. I introduction Proposition du Bureau Adhérer au projet du Bureau Angenommen - Adopté Art. 7 Antrag des Büros Zustimmung zum Entwurf des Büros Antrag Pini Abs. 2 ab Erreichen der Altersgrenze der AHV. Bei Bedürftigkeit.... Abs. 3 Angesichts der allfälligen finanziellen Auswirkungen sind das Bundesgesetz und der Bundesbeschluss vom 6. Oktober 1989 über Besoldung und berufliche Vorsorge der Magistratspersonen derart abzuändern, dass die Besoldungen der Mitglieder des Bundesrates, des Bundeskanzlers und der Mitglieder des Bundesgerichtes um mindestens 30 Prozent gesenkt werden. Antrag Darbellay Abs. 2 Der Bund erlässt für die eidgenössischen Räte eine Vorsorge-Regelung. Art. 7 Proposition du Bureau Adhérer au projet du Bureau Proposition Pini Al. 2 ouvrant droit à la rente AVS. En cas d'indigence.... Al. 3 Considérant les répercussions financières éventuelles, la loi fédérale du 6 octobre 1989 concernant les traitements et la prévoyance professionnelle des magistrats et l'arrêté fédéral du même jour doivent être revus dans la mesure où les traitements des membres du Conseil fédéral, du chancelier de la Confédération et des membres du Tribunal fédéral peuvent être diminués d'au moins 30 pour cent Développement par écrit Je souhaite éviter les critiques politiques liées à la possibilité de capitaliser en une seule fois la rente proposée et cela pour des raisons évidentes de nature financière, psychologique et politique actuelle. Je veux éviter actuellement de mettre à contribution, même de manière peu importante, les finances de la Confédération (c.f. réponse du 13 juin 1994 du Conseil fédéral) au sujet de l'application de l'initiative parlementaire, et de l'arrêté y relatif, sur la réglementation de la prévoyance pour les députés. La révision de la loi et de l'arrêté fédéral concernant les traitements et la prévoyance professionnelle des magistrats mentionnée dans les propositions, pour des fonctions permanentes, dont les traitements sont déjà aujourd'hui très élevés peut s'effectuer, en procédant à une diminution de 30 pour cent au maximum des traitements actuels de façon à compenser les dépenses qui découlent de la prévoyance professionnelle des députés. Proposition Darbellay Al. 2 La Confédération institue un régime de prévoyance pour les Chambres fédérales.... Développement par écrit Remplacement d'un régime de retraite par un régime de prévoyance, avec rente d'invalidité et rentes pour survivants. En compensation, la rente maximale serait réduite de 2000 francs à 1500 francs par mois. Selon les explications du Bureau, il est nécessaire de combler les lacunes de prévoyance que pourrait provoquer le fait d'être parlementaire fédéral durant un certain nombre d'années. Le Bureau se contente cependant d'un régime de retraite. Il paraît peu cohérent d'estimer qu'il peut y avoir besoin d'un complément de retraite dès 65 ans et d'estimer que ce besoin n'existe ni en cas d'invalidité ni pour les survivants. Un invalide de 50 ans a au moins autant de besoins qu'un retraité de 65 ou 70 ans. Je propose donc de compléter le régime de prévoyance et de réduire, en compensation, la rente maximale à 1500 francs par mois au lieu de 2000 francs. La rente d'invalidité devrait être égale à la rente de retraite; la rente au conjoint survivant pourrait en représenter le 60 pour cent et la

rente pour enfant le 20 pour cent Les dépenses pour la Confédération seraient du même ordre de grandeur que celles prévues dans le projet Abs. 1 -Al. 1 Angenommen -Adopté Abs. 2-Al. 2 Hess Peter (C, ZG), Berichterstatter: Ich komme zuerst zum Antrag Darbellay. Im Zusammenhang mit seinem Antrag auf eine Änderung von Artikel 7 Absatz 2 des Gesetzentwurfes (A) müssen Sie sehen, dass Herr Darbellay beim Beschlussentwurf (B) eine Änderung des Grundsatzkonzeptes beantragt. Er möchte nämlich das blosser Ruhegehalt um eine (-unterlassenen- und Invalidenentschädigung ergänzen und zu deren Finanzierung das Ruhegehalt von 2000 Franken auf 1500 Franken reduzieren. Das Büro lehnt diesen Antrag ab, weil die Kosten in der kurzen Zeit nicht abschliessend berechnet werden konnten. Wir meinen aber, dass wesentlich mehr Kapital erforderlich wäre, um die zusätzlichen Leistungen, die Herr Darbellay wünscht, finanzieren zu können. Im übrigen habe ich in meinem Eintretensreferat bereits darauf hingewiesen, dass alle Parlamentsmitglieder, die im Sinne des Antrages Darbellay eine Ausweitung des Leistungsangebotes wünschen, den Vorsorgebeitrag von 5000 Franken beziehen und diesen Beitrag in eine BVG-Vorsorgeeinrichtung, die dann erweiterte Leistungen beinhalten würde, einbringen können. Zum Antrag Pini. Herr Pini möchte die Möglichkeit des Bezugs einer einmaligen Kapitalabfindung streichen. Es ist eine politische Entscheidung, ob wir in unserem Vorsorgekonzept eine Kapitalabfindung ermöglichen wollen. Die Überlegung des Büros ging dahin, man wolle jüngeren Parlamentsmitgliedern, die aus dem Amt ausscheiden, durch die Leistung der Kapitalabfindung den Wiedereintritt ins Berufsleben bzw. den Einkauf in eine Vorsorgeeinrichtung erleichtern. Mit Herrn Darbellay - ich werde das bei der Behandlung des Beschlussentwurfes noch einmal ausführen - sind wir im Büro einhellig der Meinung, dass man die Bezugsberechtigung «aus optischen Gründen» auf die Zeit bis zum 55. Altersjahr beschränken sollte; dies in Abänderung des ursprünglichen Antrags des Büros. Wir meinen aber, dass der Antrag Pini zu Artikel 7 Absatz 2 des Gesetzentwurfes über das Ziel hinausschiesst, und empfehlen Ihnen, beide Anträge zu dieser Bestimmung, Darbellay und Pini, abzulehnen. Couchepin Pascal (R, VS), rapporteur: M. Darbellay fait toute une série de propositions à l'article 7 qui ont pour but, selon lui, de combler une lacune du système. On peut discuter pour savoir s'il y a une lacune du système, mais ce qu'il faut d'abord constater, c'est qu'on introduit un système, ce qui constitue déjà une amélioration par rapport à la situation antérieure. Doit-on, à cette occasion, prévoir tous les cas, avec certainement des coûts financiers plus importants, même si M. Darbellay propose de réduire la rente maximale de 2000 à 1500 francs par mois? C'est une question d'appréciation. Pour ce qui nous concerne, nous pensons que, dans les circonstances actuelles, il ne faut pas aller si loin. Le projet du Bureau tient compte du statut particulier des parlementaires et ne correspond pas, en effet, à la réglementation ordinaire des caisses de retraite. Mais c'est ainsi qu'on l'a voulu, aussi pour limiter les coûts et restreindre les dépenses pour la Confédération.

15. Juni 1994 N 1095 Parlamentarische Initiative. Parlamentsmitglieder. Vorsorge C'est la raison pour laquelle nous vous proposons de ne pas entrer en matière sur la proposition Darbellay à l'article 7. En revanche, à l'article 7a, nous allons lui donner satisfaction et nous défendrons sa proposition. Mais pour toute la première partie de sa proposition, à l'article 7 alinéa 2 de l'arrêté A, et aux articles 7 alinéa 2 et 7a alinéa 4 de l'arrêté B, nous vous demandons de vous en tenir à la proposition restrictive du Bureau. Präsidentin: Wir kommen zur Abstimmung über den Antrag Darbellay. Damit wird gleichzeitig über die Anträge Darbellay zu folgenden Artikeln von Beschluss B entschieden: Artikel 7 Absatz 2; 7a Absatz 4; 7b Absatz 1 (die schriftliche Begründung von Herrn Darbellay gilt für diese

Bestimmungen ebenfalls). Es verbleiben nachher noch zwei weitere Anträge Darbellay, über die später separat abgestimmt wird. Erste Abstimmung - Premier vote Für den Antrag des Büros 101 Stimmen Für den Antrag Darbellay 16 Stimmen Zweite Abstimmung - Deuxième vote Für den Antrag des Büros 100 Stimmen Für den Antrag Pini 11 Stimmen Abs. 3-AI. 3 Hess Peter (C, ZG), Berichterstatter: Herr Pini beantragt eine andere Formulierung als das Büro; er sieht eine Übergangsgelung vor. Wir müssen darüber nicht lange sprechen. Ich habe Ihnen deutlich dargelegt, dass die Stellungnahme des Bundesrates, hinter der zum Teil auch etwas die Feder von Herrn Bundespräsident Stich zu vermuten ist, bei uns Unwillen hervorgerufen hat. Der Antrag Pini ist sicher nur als Reaktion, als Retourkutsche, auf diese Stellungnahme zu verstehen. Wir wollen fair sein und lehnen diesen Antrag auch ab. Abstimmung - Vote Für den Antrag des Büros 82 Stimmen Für den Antrag Pini 39 Stimmen Ziff. II Antrag des Büros Zustimmung zum Entwurf des Büros Ch.II Proposition du Bureau Adhérer au projet du Bureau Angenommen - Adopté Namentliche Gesamt Abstimmung Vote sur l'ensemble, par appel nominal Für Annahme des Entwurfes stimmen - Acceptent le projet: Aguet, Allenspach, Bär, Béguelin, Berger, Binder, Bircher Peter, Bischof, Bonny, Borei François, Borradori, Bühler Simeon, Bühlmann, Bundi, Bürgi, Caccia, Carobbio, Cavadini Adriano, Columberg, Couchepin, Danuser, David, Diener, Dormann, Dünki, Eggenberger, Eggly, Engler, Fehr, von Feiten, Fischer-Hägglingen, Fischer-Sursee, Frey Claude, Friderici Charles, Gonseth, Graber, Grendelmeier, Gros Jean-Michel, Gross Andreas, Grossenbacher, Hafner Rudolf, Hafner Ursula, Hämerle, Hess Otto, Hess Peter, Hildbrand, Hollenstein, Hubacher, Iten Joseph, Jaeger, Jäggi Paul, Jeanprêtre, Jori, Keller Anton, Keller Rudolf, Ledergerber, Leu Josef, Leuba, Maeder, Marti Werner, Mauch Ursula, Meier Hans, Miesch, Müller, Nebiker, Ostermann, Reimann Maximilian, Ruffy, Rutishauser, Sandoz, Savary, Scherrer Werner, Scheurer Rémy, Schmid Peter, Schmidhalter, Schmied Walter, Schnider, Segmüller, Seiler Rolf, Stalder, Stamm Judith, Steffen, Strahm Rudolf, Stucky, Suter, Tschäppät Alexander, Vollmer, Weder Hansjürg, Wiederkehr, Wittenwiler, Zbinden, Züger, Zwahlen, Zwiggart (94) Dagegen stimmen - Rejetent le projet: Borer Roland, Bortoluzzi, Camponovo, Chevallaz, Comby, Darbellay, Deiss, Dreher, Epiney, Eymann Christoph, Fritschi Oscar, Giezendanner, Jenni Peter, Kern, Lepori Bonetti, Maître, Mamie, Moser, Perey, Pini, Poncet, Raggenbass, Ruckstuhl, Scherrer Jürg, Seiler Hanspeter, Spielmann, Steinemann, Theubet. Tschopp, Wyss William, Zisyadis (31) Der Stimme enthalten sich - S'abstiennent: Bäumlín, Bezzola, Dettling, Fankhauser, Fischer-Seengen, Frey Walter, Heberlein, Hegetschweiler, Leuenberger Ernst, Loeb François, Misteli, Marbel, Oehler, Spoerry, Steiger Hans, Vetterli, Weyeneth (17) Abwesend sind - Sont absents: Aregger, Aubry, Baumann, Baumberger, Blatter, Blocher, Bodenmann, Brügger Cyrill, Brunner Christiane, Bühler Gerold, Caspar-Hutter, Cincera, Daepf, de Dardel, Ducret, Duvoisin, Fasel, Früh, Giger, Gobet, Goll, Gysin, Haering Binder, Hari, Herczog, Kühne, Leemann, Leuenberger Moritz, Maspoli, Matthey, Mauch Rolf, Maurer, Meier Samuel, Meyer Theo, Mühlemann, Nabholz, Neuenschwander, Philipona, Pidoux, Rebeaud, Rechsteiner, Robert, Rohrbasser, Ruf, Rychen, Schwab, Schweingruber, Sieber, Stamm Luzi, Steinegger, Steiner Rudolf, Thür, Tschuppert Karl, Wanner, Wick, Wyss Paul, Ziegler Jean (57) Präsidentin, stimmt nicht - Presidente, ne vote pas: Haller (1) B. Bundesbeschluss vom 18. März 1988 zum Entschädigungsgesetz B. Arrêté fédéral du 18 mars 1988 relatif à la loi sur les indemnités parlementaires Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung Antrag des Büros Zustimmung zum Entwurf des Büros Titre et préambule, eh. I introduction Proposition du Bureau Adhérer au projet du Bureau

Angenommen -Adopté Art. 7 Antrag des Büros Zustimmung zum Entwurf des Büros Antrag Darbellay Abs. 2 oder an die Vorsorgeregulierung der eidgenössischen Räte.... Art. 7 Proposition du Bureau Adhérer au projet du Bureau Proposition Darbellay AI. 2 ou du régime de prévoyance des Chambres.... Angenommen gemäss Antrag des Büros Adopté selon la proposition du Bureau Art.7a Antrag des Büros Zustimmung zum Entwurf des Büros Antrag Darbellay Abs. 3 beim Ausscheiden aus den Räten das 55. Altersjahr noch nicht erreicht haben, können zwischen Ruhegehalt und Kapitalabfindung wählen. Die Kapitalabfindung ist innert eines Jahres nach Ausscheiden aus dem Rat zu verlangen.

Initiative parlementaire. Députés. Prévoyance 1096 N 15 juin 1994 Abs. 4 den Vollzug. Sie legt die Ansprüche der Ratsmitglieder und ihrer Hinterbliebenen im Falle von Invalidität oder Tod fest Art.7a Proposition du Bureau Adhérer au projet du Bureau Proposition Darbellay AI. 3 Les députés n'ayant pas atteint l'âge de 55 ans lorsqu'ils quittent leurs fonctions peuvent choisir entre une retraite et une prestation en capital. La prestation en capital doit être demandée dans l'année qui suit l'abandon des fonctions. Développement par écrit Suppression de la possibilité de recevoir un capital pour les députés quittant leurs fonctions après avoir atteint l'âge de 55 ans. Le but de la prévoyance est essentiellement d'assurer une rente pour les vieux jours, une rente pour survivants ou en cas d'invalidité. Dans le cas particulier, il est normal de tenir compte de parlementaires relativement jeunes souhaitant disposer d'un capital, soit pour se réintégrer complètement dans la vie professionnelle d'indépendant, soit pour opérer un rachat dans une caisse de prévoyance. A partir d'un certain âge, il n'est guère opportun de verser un capital. On a d'ailleurs vu que la seule donnée retenue par les médias était qu'un parlementaire, après 12 ans de fonction, pourrait «emporter» un capital de 262 000 francs! Je propose donc: - de n'obliger aucun parlementaire à choisir la solution «capital»; - de permettre le choix entre rente et capital pour les parlementaires quittant leurs fonctions avant d'avoir atteint l'âge de 55 ans; - de permettre uniquement la solution «rente de retraite» aux parlementaires plus âgés. Le coût pour la Confédération n'en est pas modifié. AI. 4 l'exécution. Elle règle les droits des parlementaires et de leurs survivants en cas d'invalidité ou de décès. Abs. 1,2 -AI. 1,2 Angenommen -Adopté Abs. 3-AI. 3 Hess Peter (C, ZG), Berichterstatter: Ich habe Ihnen bereits dargelegt, dass die Frage, bis zu welchem Alter eine Kapitalabfindung bezogen werden kann, um den Wiedereinstieg zu erleichtern, eine rein politische Frage ist Aus eher «optischen Gründen» sind wir im Büro einstimmig der Meinung, dass man dem Antrag Darbellay zustimmen kann, um nicht den Eindruck zu erwecken, man könne sich mit wenig Geld grosse Kapitalbeiträge quasi erschleichen. Couchepin Pascal (R, VS), rapporteur: Le Bureau se rallie à la proposition Darbellay, qui nous paraît une amélioration, puisqu'elle ne permet pas aux députés qui quittent leurs fonctions après avoir atteint l'âge de 55 ans de toucher le montant de la retraite en capital, ce qui peut avoir, du point de vue optique, quelque chose de choquant dans certaines circonstances. Seule la possibilité d'avoir une retraite pour la durée de l'existence de cet excellent parlementaire peut être retenue. Angenommen gemäss Antrag Darbellay Adopté selon la proposition Darbellay Abs. 4-AI. 4 Angenommen gemäss Antrag des Büros Adopté selon la proposition du Bureau Art.7b Antrag des Büros Zustimmung zum Entwurf des Büros Antrag Darbellay Abs.1 mehr Amtsjahren beträgt das Ruhegehalt 1500 Franken monatlich Abs. 4 Zustimmung zum Entwurf des Büros (die Änderung betrifft nur den französischen Text) Antrag Hubacher Abs.1 Das Ruhegehalt beträgt nach 12 Jahren 12,5 Prozent des für Bundesräte nach der gleichen Amtszeit geltenden Anspruchs. Schriftliche Begründung Zur Stellungnahme des Bundesrates vom 13. Juni 1994 möchte ich grundsätzlich bemerken,

dass sie im Ton verfehlt ist und in der Sache schiefliegt Der Nationalrat ist keine Schulklasse und braucht sich nicht wie eine solche abkanzeln zu lassen. Der Bundesrat bemerkt, die Parlamentsreform 1991 /92 sei verworfen worden und mit der Vorlage des Büros werde «der Volkswille nicht hinreichend respektiert». Gleichzeitig aber gibt der Bundesrat zu, der Vorsorgeschutz sei bei der «Referendumsdiskussion unbestritten geblieben». Die Belehrung über demokratisches Verhalten ist unnötig, Ton und Argumentation sind überheblich. Zudem muss sich der Bundesrat daran erinnern lassen, bei der Alpen-Initiative vor der Abstimmung abgegebene mündliche und schriftliche Erklärungen nachher zum Teil entwertet zu haben. Damit hat er dem Stimmvolk ein schlechtes demokratisches Beispiel gegeben. Der Bundesrat hält die Kosten einer Vorsorgeregelung für Parlamentarier «nicht als tragbar.» Es ist Zeit, daran zu erinnern, dass vorläufig das Parlament noch immer der Gesetzgeber ist, auf solche Belehrungen verzichten kann und aus Gründen seiner Würde verzichten muss. Zudem dürfte auch dem Bundesrat nicht entgangen sein, dass das schweizerische Parlament das billigste von ganz Westeuropa ist, San Marino und Liechtenstein ausgenommen. Der weitere Vorwurf des Bundesrates, «dass der Bund letztlich die gesamten Kosten für die Ruhegehaltsregelung allein zu tragen hat», ist reichlich vermessen. Die Mitglieder des Bundesrates beziehen schon nach vier Amtsjahren ein Ruhegehalt von 192 395 Franken. Zweitens: Sie bezahlen dafür keine BVG-Prämien, d. h., der Bund hat, um in der Sprache des Bundesrates zu bleiben, die Kosten allein zu tragen. 12,5 Prozent davon sind 24 049 Franken, nach 12 und nicht nach 4 Jahren! Angesichts dieses Sozialgefälles zwischen Exekutive und Legislative wäre es vom Bundesrat weise gewesen, sich nicht auf diese rüde Weise einzumischen, sondern bescheiden still zu bleiben. Art.7b Proposition du Bureau Adhérer au projet du Bureau Proposition Darbellay AI. 1 La retraite s'élève à 1500 francs par mois.... AI. 4 un supplément de 4 pour cent par année de fonction.... Développement par écrit II s'agit simplement de combler une lacune dans le texte français. Proposition Hubacher AI.1 La retraite s'élève, après 12 ans de mandat, à 12,5 pour cent du montant de retraite auquel les conseillers fédéraux ont droit après le même nombre d'années de fonction.

15. Juni 1994 N 1097 Parlamentarische Initiative. Parlamentsmitglieder. Vorsorge Hess Peter (C, ZG), Berichterstatter: Ich glaube, Sie haben alle die Begründung von Herrn Hubacher gelesen. Der Herr Bundespräsident wird sie auch noch lesen, wenn er es nicht schon getan hat Ich hoffe, er ärgert sich nicht zu sehr darüber. Aber ich glaube, das ist ein interner Streit, der vielleicht bei einem Kaffee beigelegt werden kann. Zum Antrag selbst: Das Büro empfiehlt Ihnen, diesen Antrag abzulehnen, weil er materiell praktisch keine grosse Änderung gegenüber dem Vorschlag des Büros bringt Es geht lediglich darum, dass Herr Hubacher, wiederum eher aus «optischen Gründen», darlegen will, in welchem Verhältnis unsere Ruhegehaltsbezüge zu den Ruhegehaltsbezügen des Bundesrates stehen. Couchepin Pascal (R, VS), rapporteur: Le Bureau, qui a apprécié à sa juste valeur le développement de la proposition Hubacher, vous engage cependant à ne pas accepter cette proposition qui introduirait une sorte de lutte des classes dans les différentes branches du pouvoir dans ce pays, ce qui n'est pas sain. Abs. 1 -AI. 1 Präsidentin: Der Antrag Darbellay entfällt. Abstimmung - Vote Für den Antrag Hubacher Für den Antrag des Büros 63 Stimmen 52 Stimmen Präsidentin: Ich halte fest, dass inhaltlich das, was Herr Hubacher will, und das, was das Büro beantragt hat, finanziell auf dasselbe herauskommen. Es könnte aber gesetzestechnisch zum Problem werden. Couchepin Pascal (R, VS), rapporteur: Je crois qu'il nous faut accepter un «Rückkommensantrag». Ce type de proposition, honnêtement, ne va pas et est contraire à la dignité du Parlement, c'est une sorte de jeu que

l'on peut se permettre en fin d'après-midi. Je vous invite à accepter un «Rückkommensantrag», et à revenir au projet du Bureau. Il est certain que cette affaire a un petit côté déplaisant que l'on peut sublimer en le transformant en une sorte de compétition humoristique, mais je crois que le peuple suisse n'acceptera pas ce genre de proposition.

Präsidentin: Herr Hubacher hat mir soeben mitgeteilt, dass er seinen Antrag zurückzieht. Um formal ganz richtig vorzugehen, müssen wir zunächst über den Rückkommensantrag Couchepin abstimmen. Abstimmung - Vote Für den Ordnungsantrag Couchepin Dagegen 91 Stimmen

E. 23

Stimmen Präsidentin: Dieser Entscheid bedeutet, dass über den Antrag Hubacher nochmals abgestimmt werden müsste. Herr Hubacher hat seinen Antrag aber inzwischen zurückgezogen. Angenommen gemäss Antrag des Büros Adopté selon la proposition du Bureau Abs. 2, 3-Al. 2, 3 Angenommen -Adopté Abs. 4-Al. 4 Präsidentin: Zu Absatz 4 von Artikel 7b liegt ein Antrag Darbellay vor, der nur den französischen Text betrifft Couchepin Pascal (R, VS), rapporteur: Nous sommes d'accord avec la proposition Darbellay qui rend le texte clair. Il n'y a aucun changement de contenu, mais simplement, en français, on comprend plus clairement ce que cela veut dire. Angenommen gemäss Antrag Darbellay Adopté selon la proposition Darbellay Ziff. II Antrag des Büros Mehrheit Zustimmung zum Entwurf des Büros Minderheit (Ruf) Abs. 1 unter Vorbehalt der Absätze 2 und 3.... Abs. 2 innerhalb von 6 Monaten nach Inkrafttreten der Ruhegehaltsregelung ohne Zins dem Bund zurückerstatten. Abs. 3 (neu) Auch ein Mitglied, das beim Austritt aus dem Rat noch nicht 45 Jahre alt ist, kann zwischen Ruhegehalt und Kapitalabfindung wählen. Falls die Leistung in Form einer Kapitalabfindung bezogen wird, so beträgt diese für die Amtsjahre vor Inkrafttreten der Ruhegehaltsregelung die Hälfte des ordentlichen Anspruchs, mindestens aber die Summe der eigenen Beiträge samt einem Zuschlag von 4 Prozent pro Amtsjahr. Ch. II Proposition du Bureau Majorité Adhérer au projet du Bureau Minorité (Ruf) Al. 1 sous réserve des alinéas 2 et 3.... Al. 2 doivent rembourser, dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur du régime de retraite, sans intérêt.... du 18 mars 1988. Al. 3 (nouveau) Un député qui n'a pas encore atteint l'âge de 45 ans au moment où il quitte la Chambre a également la possibilité de choisir entre le droit à la retraite et une prestation en capital. Si la prestation est touchée sous forme de capital, elle se monte, pour les années ayant précédé l'entrée en vigueur du régime de retraite, à la moitié de la somme à laquelle le député aurait normalement droit, mais au moins au total des contributions qu'il a versées lui-même augmentées d'un supplément de 4 pour cent pour chaque année durant laquelle il a exercé son mandat.

Präsidentin: Herr Ruf hat mir mitgeteilt, dass er seinen Antrag zurückzieht. Er hat mich gebeten mitzuteilen, das geschehe, weil der Antrag chancenlos sei. Angenommen -Adopté Ziff. III Antrag des Büros Zustimmung zum Entwurf des Büros Ch. III Proposition du Bureau Adhérer au projet du Bureau Angenommen -Adopté Namentliche Gesamt Abstimmung Vote sur l'ensemble, par appel nominal Für Annahme des Entwurfes stimmen-Acceptent le projet: Aguet, Bär, Béguelin, Berger, Binder, Bircher Peter, Bischof, Blatter, Bonny, Borei François, Borradori, Bühler Simeon, Bühlmann, Bundi, Bürgi, Caccia, Carobbio, Cavadini Adriano, Couchepin, Danuser, David, Diener, Dormann, Dünki, Eggenberger, Eggly, Fankhauser, Fehr, von Feiten, Fischer-Hägglin, Fischer-Sursee, Frey Claude, Friderici Charles, Gonseth, Graber, Grendelmeier, Gros Jean-Michel, Gross Andréas, Grossenbacher, Hafner Rudolf, Hafner Ursula, Hämmerle, Hess Otto, Hess Peter, Hildbrand, Hollenstein, Hubacher, Iten Joseph, Jaeger, Jäggi Paul,

Jeanprêtre, Jori, Keller Anton, Kel-

Initiative parlementaire. Indemnités parlementaires 1098 N 15 juin 1994 1er Rudolf, Leu Josef, Leuba, Leuenberger Ernst, Maeder, Mauch Ursula, Meier Hans, Miesch, Müller, Nebiker, Ostermann, Reimann Maximilian, Ruffy, Rutishauser, Sandoz, Savary, Scherrer Werner, Scheurer Rémy, Schmid Peter, Schmidhalter, Schmied Walter, Schnider, Segmüller, Seiler Rolf, Stalder, Stamm Judith, Steffen, Strahm Rudolf, Stucky, Suter, Vollmer, Weder Hansjürg, Wiederkehr, Wittenwiler, Zbinden, Züger, Zwahlen. Zwygart (91) Dagegen stimmen - Rejettent le projet: Allenspach, Borer Roland, Comby, Darbellay, Deiss, Dreher, Epiney, Eymann Christoph, Fritschi Oscar, Giezendanner, Jenni Peter, Kern, Ledergerber, Lepori Bonetti, Maître, Moser, Perey, Pini, Poncet, Raggenbass, Ruckstuhl, Scherrer Jürg, Seiler Hanspeter, Steinemann, Theubet, Tschopp, Wyss William (27) Der Stimme enthalten sich - S'abstiennent: Bezzola, Dettling, Fischer-Seengen, Heberlein, Hegetschweiler, Loeb François, Mamie, Marti Werner, Misteli, Narbel, Oehler, Spielmann, Spoerry, Steiger Hans, Tschäppät Alexander, Zisyadis (16) Abwesend sind - Sont absents: Aregger, Aubry, Baumann, Baumberger, Bäumlín, Blocher, Bodenmann, Bortoluzzi, Brügger Cyrill, Brunner Christiane, Bühler Gerald, Camponovo, Caspar-Hutter, Chevallaz, Cincera, Columberg, Daepf, de Dardel, Ducret, Duvoisin, Engler, Fasel, Frey Walter, Früh, Giger, Gobet, Goll, Gysin, Haering Binder, Hari, Herzog, Kühne, Leemann, Leuenberger Moritz, Maspoli, Matthey, Mauch Rolf, Maurer, Meier Samuel, Meyer Theo, Mühlemann, Nabholz, Neuenschwander, Philipona, Pí-doux, Rebeaud, Rechsteiner, Robert, Rohrbasser, Ruf, Rychen, Schwab, Schweingruber, Sieber, Stamm Luzi, Steinegger, Steiner Rudolf, Thür, Tschuppert Karl, Vetterli, Wanner, Weyeneth, Wick, Wyss Paul, Ziegler Jean (65) Präsidentin, stimmt nicht-Présidente, ne vote pas: Haller (1) Abschreibung - Classement Antrag des Büros Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse gemäss Brief an die eidgenössischen Räte Proposition du Bureau Classer les interventions parlementaires selon lettre aux Chambres fédérales Angenommen - Adopté An den Ständerat - Au Conseil des Etats #ST# 93.432 Parlamentarische Initiative (Stucky) Bezüge der Mitglieder der eidgenössischen Räte Initiative parlementaire (Stucky) Indemnités dues aux membres des conseils législatifs Kategorie V, Art 68 GRN - Catégorie V, art 68 RCN Wortlaut der Initiative vom 28. April 1993 Gestützt auf Artikel 21 bis des Geschäftsverkehrsgesetzes ver- lange ich mit einer parlamentarischen Initiative die folgenden Anpassungen im Entschädigungsgesetz und im Bundesbeschluss zum Entschädigungsgesetz: 1. Entschädigungsgesetz Art. 2 Jahresentschädigung Abs. 1 Die Mitglieder des Nationalrates erhalten eine Jahresentschädigung von 26 000 Franken als Entgelt für allgemeine Unkosten und Inkonvenienzen und von 24 000 Franken als Entgelt für Vorbereitungsarbeiten. Abs. 2 (neu) Die Inkonvenienzentschädigung kann um bis zu 10 000 Franken erhöht werden bei Nachweis tatsächlich höherer Unkosten, einer besonders langen Anfahrtszeit sowie der Beschäftigung einer Arbeitskraft als Hilfe oder zum Ersatz eigener Tätigkeit Das Büro des Rates regelt die übrigen Bedingungen. Art. 3 Abs. 2 (neu) Das Taggeld wird auf der Basis von 100 Entschädigungen pro Jahr pauschaliert Bei einer Präsenz eines Mitgliedes von weniger als 90 Arbeitstagen wird es entsprechend gekürzt, bei mehr als 110 Arbeitstagen bis maximal 130 Arbeitstagen nachbezahlt Art. 6 Distanzentschädigung wird ersetzt durch Erwerbssersatz (neu). Ratsmitglieder, die durch Ausübung ihres Mandates eine Einkommenseinbusse erleiden, die die Beibehaltung des bisherigen Lebensstandards nicht mehr erlaubt, erhalten aufgrund eines Nachweises über das bisherige Arbeitseinkommen einen Erwerbssersatz. Dieser beträgt höchstens 50 000 Franken. Art. 7 Ruhegehalt Die Ratsmitglieder erhalten vom ersten bis und mit achtem

Amts-jahr eine jährliche Entschädigung für ihre Vorsorge und sind mit vollendetem achtem Amtsjahr zum Bezug eines Ruhegehaltes berechtigt. Dieses richtet sich nach der Anzahl der Amtsjahre und wird mit Erreichung des 65. Altersjahres ausbezahlt, sofern das Mitglied dem Rat nicht mehr angehört und bei seinem Ausscheiden nicht älter als 70 Jahre alt ist. Art. 7bis (neu) Ausserordentliches Ruhegehalt. Erleidet ein Mitglied, das das 50. Lebensjahr überschritten hat, nachweislich wegen Ausübung seines Mandates eine Einbusse bei seiner ordentlichen Vorsorge und verfügt es über ein geringes Einkommen, so ist es zum Bezug eines ausserordentlichen Ruhegehaltes berechtigt, sofern es das fünfte Amtsjahr begonnen hat. 2. Änderungen des Bundesbeschlusses zum Entschädigungsgesetz Art. 2 Taggeld. Das Taggeld beträgt 300 Franken und wird in vierteljährlichen Raten auf der Basis von 100 Arbeitstagen ausbezahlt.

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Parlamentarische Initiative (Büro-NR) Vorsorgeregelung für Parlamentsmitglieder Initiative parlementaire (Bureau-CN) Réglementation en matière de prévoyance applicable aux députés In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1994 Année Anno Band II Volume Volume Session Sommersession Session Session d'été Sessione Sessione estiva Rat Nationalrat Conseil Conseil national Consiglio Consiglio nazionale Sitzung 13 Séance Seduta Geschäftsnummer 94.409 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 15.06.1994 - 15:00 Date Data Seite 1088-1098 Page Pagina Ref. No 20 024 146 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.